

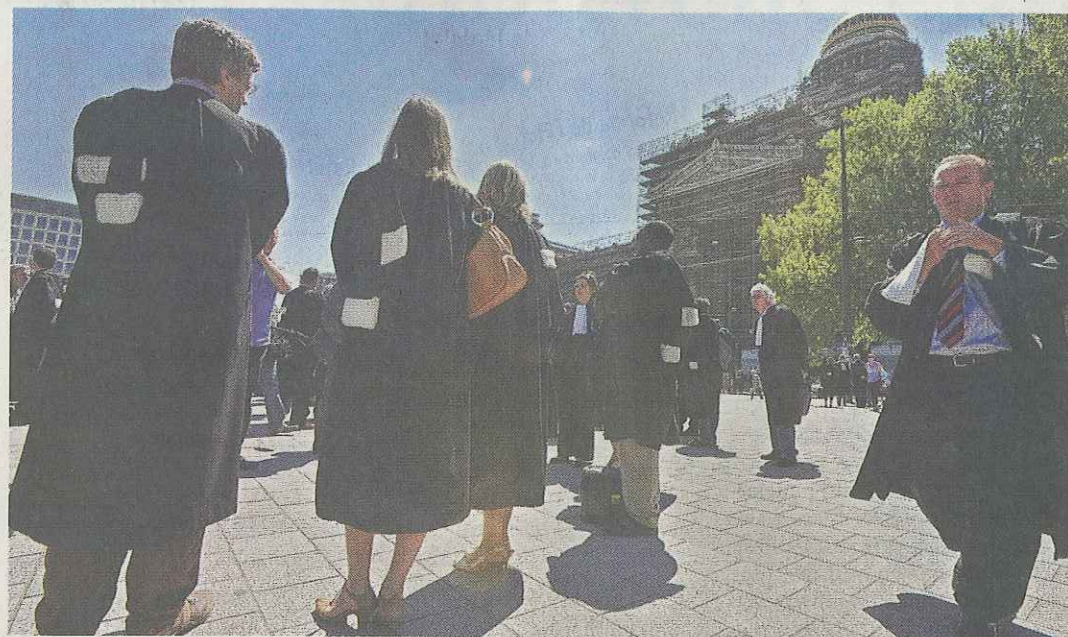
Un vendredi noir pour la justice

GRÈVE Tous les acteurs du secteur sont en colère et ont la ministre dans le viseur

- Les agents des institutions judiciaires expriment leur malaise.
- Ils seront nombreux à se croiser les bras ce vendredi.
- Les avocats et les magistrats manifestent aussi leur ras-le-bol.

C'est une première en Belgique : l'ensemble des acteurs du Département de la justice se mobilise ce vendredi pour manifester son ras-le-bol face à la politique menée par la ministre de tutelle Annemie Turtelboom (VLD).

Sur les 25.000 agents employés par le secteur, ils seront nombreux à se croiser les bras : les gardiens, les assistants sociaux et les psychologues travaillant dans les prisons, les assistants de justice, le personnel des Maisons de justice, les membres des greffes et des parquets, les agents de la Sûreté de l'Etat, ceux de l'administration centrale de la justice, de la police des Tribunaux et de l'Institut national de criminalistique et de criminologie. Le mouvement touche donc tout le secteur et est largement soutenu par la magistrature et les avocats. Les revendications du personnel de la justice varient en fonction du statut des agents mais, tous, quel que soit le poste qu'ils occupent, ont de sérieux griefs à l'égard de la politique menée par



Le monde de la justice en ébullition ce vendredi. Les avocats soutiennent le mouvement. © BELGA.

la ministre de la Justice. Au-delà de la vétusté des Palais de justice et des conditions de travail des gardiens dans des prisons surpeuplées, la colère s'étend à tous les étages.

Le personnel judiciaire (les greffiers, référendaires, secrétaires et juristes de parquet) revendique, comme l'ont obtenu tous les agents de la Fonction publique fédérale, une nouvelle carrière. Leur ancienne carrière a été supprimée en 2012. Depuis, ils n'ont plus aucune perspective d'avenir en termes d'augmentation d'échelle.

Les gardiens de prison continuent à s'inquiéter du phénomène de surpopulation et dé-

noncent le manque criant de personnel de surveillance pénitentiaire. Dans les Maisons de Justice, la perspective de leur transfert vers les Communautés fait frémir : « Nous n'avons tou-

« Plus aucune institution juridique ne fonctionne encore dans ce pays »

MICHEL JACOBS (CGSP)

jours pas obtenu la moindre information à ce sujet », déplore Michel Jacobs, secrétaire fédéral de la CGSP qui s'inquiète du dégraissage du personnel : « Seize emplois d'assistants de justice ne seront pas reconduits dans les Maisons de justice en 2014, alors

que la charge de travail ne cesse d'augmenter. Ce vendredi sera un vendredi noir pour la justice. Plus aucune institution juridique ne fonctionne encore dans ce pays. »

À la Sûreté de l'Etat, aussi, on stigmatise la pénurie de personnel. On ne recrute plus depuis des années, le service informatique est en sous-effectif chronique et les moyens de fonctionnement font défaut, par manque d'argent. Dans les services centraux du service public fédéral de la justice, le constat est aussi amer. Là non plus, on ne remplace pas les partants et, au sein de la politique criminelle, on s'inquiète de l'avenir du service.

Serge Deprez, secrétaire permanent de la CSC, souligne que les 10.000 membres des greffes et parquets participent très rarement à un mouvement collectif de grève : « Leur mobilisation traduit la profondeur du malaise. Les membres de l'ordre judiciaire sont considérés comme les parias de la justice. Dans les greffes et parquets, certains vivent encore au Moyen Âge. Les agents souhaitent une concertation autour du cadre du personnel et de la carrière. La ministre a un mépris profond à l'égard de certains agents. »

Karin Gerard, membre de l'Union professionnelle des magistrats (UPM) est porte-parole de la cour d'Appel de Bruxelles : « On ne tient jamais compte de l'avis de la magistrature. Les magistrats sont les premiers sacrifiés dans la réforme de la justice. L'Etat ne veut pas prendre ses responsabilités et préfère les faire endosser par le pouvoir judiciaire, en lui allouant un budget dérisoire qui ne nous permettra pas d'avancer dans les enquêtes. On déplace les problèmes financiers sur le dos de la justice, en lui coupant les ailes. C'est de l'hypocrisie. Une fois de plus, ces réformes vont rendre la justice plus complexe. Voilà plus de vingt ans que l'on ne nous écoute plus. À force d'être toujours les perdants, les magistrats s'interrogent : "Veut-on vraiment affaiblir le pouvoir judiciaire ?" L'ensemble du personnel judiciaire est touché. Tout le monde passe à la trappe. »

DIRK VANOVERBEKE

ENTRETIEN



« On ne nous donne plus de moyens suffisants »

Patrick Henry, le président de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone dit comprendre, « à 90 % », le mouvement des agents du secteur judiciaire.

Pourquoi ?

Il y a une politique qui consiste à réduire le budget de la justice en retardant systématiquement les remplacements. Quand un magistrat, un greffier, ou un membre de personnel prend sa pension ou est promu à un autre poste, il faut attendre des mois avant de voir la nomination de son remplaçant. On crée artificiellement la pénurie. C'est inadmissible. On restreint les moyens alloués à la justice de manière inacceptable...

Cette restriction des moyens vous inquiète ?

Bien sûr, d'autant plus que notre justice est déjà cruellement sous-équipée. L'OCDE vient de rédiger un rapport sur le sujet. La Belgique apparaît, en queue de peloton, juste devant l'Afrique du Sud et l'Islande. À titre personnel, je constate qu'il y a une pression énorme sur la justice en Belgique, comme dans d'autres pays. Je crains qu'on soit en train de développer une stratégie de marginalisation du troisième pouvoir. On ne donne plus de moyens suffisants à la justice. Elle devient donc plus lente, moins satisfaisante. Le public ne lui fait plus une confiance suffisante. Il y a là, en termes d'équilibre démocratique, un phénomène inquiétant.

Annemie Turtelboom : « Nous continuons à investir »

Annemie Turtelboom, la ministre de la Justice, comprend les inquiétudes des acteurs du secteur. « Une telle réforme prend du temps et je comprends que certains se posent des questions sur les conséquences qu'elles généreront », nous confie-t-elle en balayant d'emblée une première critique. « Le point concernant la future carrière des agents de la justice figure à l'agenda du conseil des ministres de ce vendredi. Il bé-

néficeront des mêmes conditions que tous les autres agents de la Fonction publique fédérale. »

La ministre s'inscrit en faux contre les critiques de compression budgétaire dans son département : « Ce gouvernement a réalisé 22 milliards d'économie mais a continué à investir dans la justice : son enveloppe a augmenté de 1 % en 2012, de 1,5 % en 2012. Je comprends aussi les revendications des gardiens de prison. Mais nous avons beaucoup

investi dans les établissements pénitentiaires. Trois nouvelles prisons vont s'ouvrir, des rénovations ont été réalisées dans les prisons existantes. 1.200 nouvelles places seront créées d'ici la fin de la législature, ce qui permettra de diminuer la surpopulation de 5 %. Les Maisons de la justice ? C'est vrai : 16 contrats temporaires ne seront pas reconduits mais 76 personnes supplémentaires y ont été engagées. »

budget de la Sûreté de l'Etat a augmenté d'un million d'euros, alors que les autres départements ont dû faire ceinture : « Une décision justifiée par la montée des radicalismes. »

Annemie Turtelboom n'est pas satisfaite du taux de confiance (61 %) de la population dans la justice. « C'est pour cela qu'il faut poursuivre dans la voie de la réforme. Je le ferai en concertation avec les syndicats. »



Annemie Turtelboom, ministre